

Lettres Patentes du Roi concernant le collège de Mâcon.

Numéro d'inventaire : 1979.27429

Auteur(s) : Louis XV

Type de document : texte ou document administratif

Imprimeur : Simon (P.G.) Imprimeur du Parlement

Période de création : 3e quart 18e siècle

Date de création : 1771

Description : Feuillet imprimé avec bandeau ornemental en-tête de la 1ère page.

Mesures : hauteur : 250 mm ; largeur : 200 mm

Notes : "Lettres patentes du Roi pour interprétation de l'Article VIII des lettres Patentes du premier Septembre 1769 concernant le Collège de Mâcon. Données à Versailles au mois de septembre 1770. Registrées en Parlement le 5 août 1771." L'éclaircissement concerne une prébende préceptorale accordée au Collège aux dépens du chapitre de la Cathédrale.

Conservation: voir boîte enseignement masculin.

Mots-clés : Prospectus, règlements, statuts d'établissements

Gestion des établissements d'enseignement

Filière : Lycée et collège classique et moderne

Niveau : Post-élémentaire

Nom de la commune : Mâcon

Nom du département : Saône-et-Loire

Autres descriptions : Langue : Français

Nombre de pages : 4

Lieux : Saône-et-Loire, Mâcon



LETTRES PATENTES DU ROI,

*Pour interprétation de l'Article VIII des Lettres
Patentes du premier Septembre 1769, concernant
le Collège de Mâcon.*

Données à Versailles au mois de Septembre 1770.

Registrées en Parlement le 5 Août 1771.



LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous présens & à venir ; SALUT. En établissant en notre Ville de Mâcon un Collège de Maîtres Séculars, Nous avons, entr'autres choses, ordonné, par l'Article VIII de nos Lettres Patentes du premier Septembre 1769, que le Collège jouiroit du produit entier de la Prébende préceptorale, réduite à une valeur commune, par également avec les autres Prébendes de la Cathédrale. Rien certainement n'est plus juste qu'une telle disposition, qui ne fait que rétablir l'exécution des anciennes Ordonnances de notre Royaume, concernant la Prébende préceptorale ; mais autant il étoit nécessaire de procurer à ce Collège un secours qui lui appartient de droit, & sans lequel il ne seroit pas suffisamment doté, autant aussi a-t-il paru pénible au Chapitre de la Cathédrale de voir anéantir l'abonnement à une somme modique, qui subsistoit depuis plus d'un siècle, & de changer l'ordre des propriétés & des distribu-

tions & répartitions accoutumées entre les membres dudit Chapitre ; Nous avons été informés que des difficultés sans nombre se sont élevées sur la façon de procéder à l'égalément ordonné sur l'estimation des biens , sur l'usage pratiqué pour les préciputs & les Maisons canoniales , que le Chapitre & les Administrateurs du Collège étoient sur le point de se livrer à des involutions de procès toujours ruineux pour toutes les Parties ; ce que voulant prévenir , & ôter tout sujet de discorde entre les deux corps , & de divisions entre ceux qui les composent , après avoir pris l'avis du sieur Evêque de Mâcon , Nous nous sommes déterminés à interpréter l'article VIII de nosdites Lettres , & à en fixer l'exécution , de telle manière que le Collège de notredite Ville profite du droit qui lui appartient , sans aucun changement sensible dans le sort de chacun des membres du Chapitre. A CES CAUSES , & autres à ce Nous mouvans , de l'avis de notre Conseil & de notre certaine science , pleine puissance & autorité Royale , Nous avons dit , statué & ordonné , & par ces Présentes signées de notre main , disons , statuons & ordonnons , voulons & nous plaît ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R .

Nos Lettres Patentes du premier Septembre 1769 , concernant le Collège de Mâcon , seront exécutées selon leur forme & teneur , notamment en ce qui concerne l'Article VIII desdites Lettres , & icelui interprétant ; Voulons que conformément au consentement du sieur Evêque de Mâcon , dont il nous est apparu , il soit procédé en la forme ordinaire à l'extinction & suppression d'un titre de Prébende dans le Chapitre de la Cathédrale de Mâcon , indépendamment de celui qui avoit déjà été supprimé en l'année 1625 , pour , après le décès du titulaire de ladite Prébende éteinte , jouir , par le Collège de ladite Ville , en nature , de la Prébende appelée commune , assistances , obits & fondations , telle qu'elle se partage par égalité entre tous les Membres dudit Chapitre , anciens & nouveaux.

I I.

ARRIVANT ledit décès , pour tenir lieu au Collège de sa

3

part & portion aux préciputs qui tombent en option entre les Chanoines , selon leur rang de séance & de réception , ledit Chapitre payera , en outre de ladite Prébende commune , & annuellement audit Collège , la somme de cinq cens livres , exempte de toutes charges , retenues ou impositions quelconques , présentes ou à venir , sans que le Collège puisse , en aucun cas , prétendre plus grande somme pour raison des préciputs.

I I I.

Au moyen de ce que dessus , le nombre des Prébendes dudit Chapitre demeurera fixé en tout , comme Nous le fixons par ces Présentes , à dix-neuf titres collatifs , y compris la Prébende affectée au Doyen.

V I.

POUR subvenir dès-à-présent aux besoins dudit Collège , & lui tenir lieu du contenu aux articles précédens , il lui sera payé , par le Chapitre , & jusqu'au décès du Titulaire de la Prébende supprimée , la somme de deux mille cent livres , franche , quitte & exempte de toutes charges & impositions , à compter du premier Janvier de la présente année , sans que pendant ledit temps il puisse être rien exigé de plus par ledit Collège , à raison de la Prébende commune , & des préciputs , sans préjudice toutefois de ce qui pourroit rester dû audit jour premier Janvier dernier des arrérages de l'ancien abonnement.

V.

Et pour tenir lieu audit Collège d'une Maison canoniale , toutefois après que les Chanoines , qui , à la date des Présentes , composent le Chapitre , seront pourvus de maisons canonales , & à la première vacance , qui ensuite surviendra , il sera payé par le Chapitre , audit Collège , en sus de tout ce que dessus , & annuellement la somme de trois cens livres , également franche , quitte & exempte de toutes charges & impositions , sans qu'en aucun cas , le Collège puisse l'exiger avant ledit temps , ni prétendre plus grande somme , pour raison des dites maisons ; & arrivant la vacance , la maison ne sera point